

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2010

SOMMAIRE

◆ Les missions et fonctions de Ressources & Territoires.....	3
◆ Le service Information-Documentation	9
◆ Les actions du pôle Politique de la Ville	17
◆ Les actions du pôle Accès aux savoirs de base	23
◆ Les actions du pôle Prévention et sécurité	31
◆ L'équipe.....	40

Les missions et les fonctions de R&T

Ressources & Territoires, centre de ressources pour les acteurs de la Cohésion Sociale de Midi-Pyrénées, accompagne la mise en œuvre et l'évolution des politiques publiques et des dispositifs qui visent à renforcer la cohésion sociale des territoires de la région.

Son intervention se décline autour de trois champs de compétences :

- **Politique de la Ville / Lutte Contre les Discriminations**
- **Prévention et Sécurité**
- **Accès aux Savoirs de Base**

Son action auprès des acteurs du territoire s'inscrit dans :

Une **dynamique d'animation territoriale**, inscrite dans un principe de neutralité, qui vise à être à l'écoute des besoins afin d'apporter une aide ciblée et à poursuivre le travail d'observation et d'accompagnement des politiques territoriales.

Une recherche **d'ouverture partenariale** dans une **démarche de co-construction**, pour mobiliser les compétences et l'expertise de nos partenaires (services de l'État, collectivités territoriales, universités, organismes de formation, associations, fondations).

Un principe **d'équité territoriale** par une mise à disposition des ressources humaines et pédagogiques pour tous les acteurs régionaux favorisant leur professionnalisation.

1. Les missions

Accompagner les acteurs dans leur politique territoriale

- Aider à la décision, conseiller sur les stratégies de développement et de communication
- Accompagner les porteurs de projets
- Apporter un soutien méthodologique

Diffuser de l'information et promouvoir les bonnes pratiques

- Rendre accessibles et diffuser les informations capitalisées
- Valoriser les expériences et les actions significatives

Contribuer à la professionnalisation des acteurs

- Accompagner les professionnels dans leurs pratiques et les conseiller en ingénierie (de projet, de formation, pédagogique)
- Proposer une offre permanente de formation de formateurs
- Mettre à disposition un fonds documentaire (plus de 6000 références)
- Concevoir des supports pédagogiques et méthodologiques

Contribuer à l'animation et au développement de réseaux de professionnels

- Identifier et cartographier les acteurs du territoire,
- Organiser des événements fédérateurs (journées thématiques, régionales, conférences...)
- Favoriser l'interface et les échanges entre acteurs

Participer à l'Observation des Territoires

- Recenser et analyser des indicateurs pertinents
- Produire des outils d'observation et d'analyse (tableaux de bord, statistiques, cartes, fiches de synthèse...)

Analyser et expertiser les champs de la Cohésion Sociale

- Contribuer à l'évaluation des politiques et des actions mises en œuvre
- Réaliser des études, des diagnostics territoriaux
- Assurer une veille afin d'identifier les besoins des acteurs
- Suivre les évolutions des politiques publiques et être force de proposition

2. Les fonctions

🕒 Conseil - appui méthodologique - accompagnement - aide à la décision

Le conseil est un appui apporté à un tiers en vue de faciliter la maîtrise d'un processus. Il a pour objectif d'apporter des recommandations qui allient vision stratégique et expertise technique. Chaque mission s'appuie sur une analyse sur-mesure des enjeux spécifiques à l'activité de la structure, enrichie par une connaissance de terrain des domaines concernés.

Le conseil permet d'anticiper les écueils, les résistances internes au changement et les réactions des parties prenantes.

Notre réseau, systématiquement mobilisé sur nos missions, garantit la crédibilité, la pertinence et l'acceptabilité des stratégies développées pour nos partenaires.

L'accompagnement lui, consiste non seulement à conduire en partenariat des projets - territoriaux, d'ingénierie de formation et d'ingénierie pédagogique, mais aussi à faciliter le projet, en contribuant à réunir les conditions nécessaires à son activation au démarrage de chacune de ses étapes.

Le rôle de l'intervenant dans le conseil ou l'accompagnement est un rôle d'interface, de « tierce personne », de médiation et ceci en restant dans l'optique du projet.

Enfin, l'aide à la décision, tout comme l'appui méthodologique, apparaissent comme des composants essentiels pour compléter en toute logique cette fonction de conseil.

🕒 Étude - diagnostic – suivi - évaluation

L'intervention publique peut être observée à plusieurs niveaux et pour des finalités différentes :

- **L'étude**, au sens large répond au travail préparatoire d'un projet qui permet d'identifier et d'analyser les enjeux, de rechercher, structurer, comparer, et classer des situations ou des pratiques.
- **Le Diagnostic** est une appréciation portée sur la situation, le devenir et le développement de territoires ou de structures. Étayé par des études, des analyses, et des consultations diverses, il débouche sur des recommandations et/ou des options pour l'action.
- Au niveau des réalisations et des résultats, on parlera de suivi. Il s'agit à ce niveau d'examiner de façon exhaustive et régulière les ressources, les réalisations et les résultats de l'intervention publique. Il repose sur un système d'information cohérent, comprenant comptes rendus d'activités, bilans, tableaux de bord, et indicateurs. Les informations du système de suivi proviennent principalement des opérateurs et sont utilisés en premier lieu pour piloter l'intervention.

- **L'évaluation** a pour vocation d'analyser l'impact d'une action/politique ou d'un dispositif (ses conséquences positives ou négatives) sur les publics et/ou les territoires. Évaluer implique l'étude de la mise en œuvre et des effets de cette mesure politique, en termes de pertinence, de cohérence, d'efficacité, d'efficience, et de durabilité de l'intervention, dans le but de proposer ensuite des améliorations ou des ajustements qui permettraient à cette dernière d'atteindre ses objectifs de départ.

Le centre de ressources réalise un large panel d'études : qualitatives, quantitatives, études de cas, recherche-action, formation-action, méthodologie d'étude, diagnostics/suivis/évaluations.

Les études réalisées par R&T s'inscrivent dans une forte démarche partenariale et restent des tremplins pour la professionnalisation des acteurs, le développement de réseau, et l'ingénierie territoriale.

Observation

Pour le Petit Larousse, observer signifie à la fois : « se conformer de façon régulière à (obéir, respecter) », et « considérer avec une attention soutenue afin de connaître, d'étudier (contempler, étudier, examiner, regarder) ». C'est cette seconde acception qui s'applique en sciences sociales.

L'observation est ainsi l'action de suivi attentif des phénomènes, sans volonté de les modifier, à l'aide de moyens d'enquête et d'étude appropriés. C'est une étape essentielle à la méthode scientifique qui permet, par exemple, d'apporter des éléments d'explication sur les faits sociaux, leurs évolutions et leurs relations mutuelles. L'observation rend enfin possible l'objectivation de certains phénomènes, notamment car elle s'appuie sur des constats solides, souvent relayés d'éléments quantitatifs et qualitatifs. Une grande partie des connaissances humaines résulte ainsi d'une observation des faits rigoureuse.

Le Centre de ressources élabore des outils destinés à favoriser l'observation sociale des territoires. Pour illustration, Ressources & Territoires produit des tableaux de bord en termes de délinquance constatée, destinés à proposer aux partenaires un état des lieux.

Ces outils permettent en premier lieu de mieux anticiper non seulement les évolutions des faits, mais également plus largement, les évolutions sociétales et leur impact sur les questions de cohésion sociale.

Les tableaux de bord fournissent donc une base chiffrée solide aux partenaires pour adapter leurs politiques locales préventives et de sécurité.

Formation

La formation est un « ensemble d'activités visant essentiellement à assurer l'acquisition des capacités pratiques, des connaissances et des attitudes requises pour occuper un emploi »¹.

La formation recouvre un large ensemble de mesures au service des personnes désireuses d'améliorer leur niveau de formation, de développer leur culture générale ou leurs qualifications professionnelles. Elle a pour objectif l'acquisition, le renouvellement, l'approfondissement ou l'enrichissement des connaissances, capacités et compétences.

Pour le centre ressources, aider les acteurs à se construire un véritable bagage pédagogique et pratique est une priorité. C'est pourquoi il envisage la formation notamment par la mise à disposition d'un ensemble de moyens :

- **Un fonds documentaire,**
- **un service personnalisé de conseil en ingénierie de formation et ingénierie pédagogique dans une démarche de diagnostic, d'analyse et de recherche de solution concrète,**
- **un programme de formation.**

Information - veille - documentation - événements

Informé au sens étymologique du terme signifie « *façonner, donner forme* ».

En un mot informer, c'est identifier les acteurs incontournables et les experts, recenser et capitaliser les outils, les expériences et les opérations exemplaires.

Deux modalités de diffusion de l'information, brutes ou retravaillées, sont mises en œuvre :

- **La Diffusion Sélective de l'Information (DSI) en mode « push » : l'information parvient directement aux acteurs par mailing,**
- **la diffusion de l'information par le biais du site Internet : les acteurs viennent chercher l'information, là où R&T la dépose.**

La veille, selon l'AFNOR, est avant tout une « activité continue et en grande partie itérative visant à une surveillance active de l'environnement politique, social, technologique, commercial ... pour en anticiper les évolutions ».

Selon l'une des spécialistes de la veille, la veille c'est aussi : « l'art de repérer, collecter, traiter, stocker des informations et signaux pertinents pour permettre l'orientation du futur » ; c'est donc une démarche, une méthodologie de projet, qui requiert une définition des objectifs en concertation, une analyse, puis une diffusion par des « livrables », permettant souvent une réorientation des objectifs.

¹ *Bureau international du travail, Glossaire de la formation professionnelle : termes d'usage courant. Genève : BIT, 1987. vi, 95 p., p. 29*

Pour assurer sa mission d'information, R&T pratique une veille thématique et territoriale en continu. Cette veille est une activité de fond qui concerne l'ensemble de l'équipe et qui fait l'objet d'une capitalisation sous différentes formes.

La documentation est l'action de sélectionner, de classier, indexer, mettre à disposition et de diffuser des supports d'information. Par extension, la documentation désigne l'ensemble des renseignements et des documents.

R&T dispose d'un centre de documentation - plus de 6 000 ouvrages- dans un espace mutualisé avec le centre de documentation du CNFPT.

L'évènement : étymologiquement, l'évènement est « *ce qui arrive* » : « *sortir, avoir une issue, arriver, se produire* ». « *Il est aussi synonyme de réussite, de succès. Il s'agit d'un fait qui attire l'attention par son caractère exceptionnel* ».

En matière d'organisation d'évènements, R&T procède, au regard des thématiques de la cohésion sociale, à la réalisation - coordination de journées de qualification ou d'échanges de pratiques au sein du réseau des acteurs concernés.

Le Service Information - Documentation

Le Service élargit ses champs d'actions et de compétences au fur et à mesure de l'anticipation des souhaits des acteurs et de la réponse à leurs demandes.

Dans la continuité du développement de ses activités et projets, il a développé cette année des outils et des services supplémentaires pour répondre au plus près des besoins formulés des acteurs -formateurs, délégués du préfet, chefs de projets, coordonnateurs, ...,-.

1. La fonction Gestion Documentaire

Plus de **6 000 documents** (tous supports confondus -ouvrages, rapports, supports pédagogiques, ...-), constituent le fonds documentaire de Ressources & Territoires.

1.1 - Le fonds documentaire

Il est organisé en articulation avec les champs de compétences de R&T : Politique de la ville/Lutte contre les Discriminations, Accès aux Savoirs de base, Prévention et Sécurité.

Chaque entrée se compose d'une vingtaine de champs thématiques :

- Intervention sociale, participation des habitants, citoyenneté, culture, habitat - logement... pour la politique de la Ville (plus de 2000 références).
- Didactique de la lecture, de l'écriture, du calcul, de l'apprendre à apprendre, problématique de l'illettrisme, de l'alphabétisation, de l'apprentissage des savoirs de base, bilan et orientation éducative des adultes, interculturel, accompagnement à la scolarité, pour le pôle Accès Aux Savoirs de Base (4000 références).
- Criminologie, police, prévention de la délinquance pour le pôle Prévention & Sécurité (plus de 100 références).

La thématique « Lutte contre les discriminations » comprend à ce jour des ouvrages de référence, ainsi que les collections produites par les autres centres de ressources politique de la Ville.

Actualisation du fonds en 2010 : Les Ressources «physiques»

Les achats documentaires : 54 nouveaux documents (« support papier et multimédia - livres, manuels, et 2 DVD » ont enrichi le fonds en 2010, hors mallettes de base du formateur.

Les abonnements : 13 abonnements ont été souscrits en 2010 et restent disponibles au numéro pour une consultation sur place et/ou un emprunt -hors dernier numéro-.

1.2 - La mallette de base du formateur

La "mallette de base du formateur", propose une compilation de supports pédagogiques, méthodes, démarches et références théoriques, rassemblés dans trois valises. Elle est empruntable gratuitement sur demande ; pour ce faire, les professionnels intéressés doivent se mettre en rapport avec la personne identifiée dans le relais du département souhaité.

En 2009, R&T a bénéficié du soutien de la Fondation Orange pour procéder à l'actualisation de la mallette de base du formateur disponible dans les relais (24 références nouvelles).

En 2010, les acteurs de Midi-Pyrénées ont à leur disposition 5 mallettes de base du formateur soit 61 supports différents.

Le projet vise à répondre à plusieurs problèmes majeurs que rencontrent les formateurs :

- Pallier à l'éloignement des acteurs et assurer un service de proximité.
- Proposer des supports adaptés et accessibles, notamment pour ceux dont l'expérience dans le domaine de la formation est récente.
- Permettre de dynamiser leurs actions en élargissant les connaissances et en enrichissant l'éventail des démarches et des outils.

1.3 - Les relais dans les départements de Midi-Pyrénées

Les relais sont des structures partenaires qui facilitent l'accès à la documentation mise à disposition et assure la gestion de l'emprunt des ressources du fonds documentaire et de la mallette de base du formateur.

Les relais existent dans tous les départements de Midi-Pyrénées dans le cadre de convention d'échanges de service.

VILLE	STRUCTURE
FOIX	<i>Changement de relais en cours</i>
RODEZ	<i>Mission Locale Antenne Rodez</i>
ST GAUDENS	<i>Médiathèque départementale 31</i>
AUCH	<i>CIBC 32</i>
CAHORS	<i>Espace Social et Citoyen de Terre Rouge et Ste Valérie</i>
TARBES	<i>Mission locale des Hautes-Pyrénées</i>
ALBI	<i>GRETA du Tarn</i>
MONTAUBAN	<i>Changement de relais en cours</i>

Certaines mallettes ont été déposées dans chaque site relais et font l'objet d'une présentation aux acteurs des départements.

2. La fonction Accueil - Accompagnement/Conseil

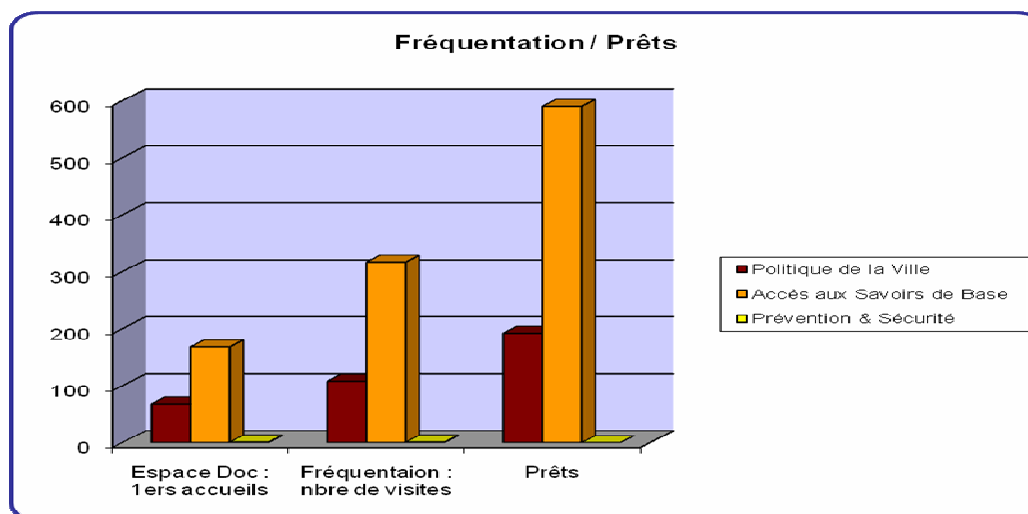
La fonction «accueil» est assurée par la chargée d'information et de documentation - du mardi au vendredi-. Elle débouche très souvent sur un accompagnement-conseil (entretien) mené conjointement par l'ensemble de l'équipe : chargée d'InfoDoc, chargées de mission et responsables administratifs.

Ces entretiens s'effectuent sur rendez-vous à l'espace documentaire, afin de faciliter la consultation des ressources physiques et leurs emprunts.

Données chiffrées, 2010²

	Fréquentations de l'espace documentaire en termes de 1 ^{ers} accueils	Fréquentation en nombre de visites	Prêts
Accès aux Savoirs de Base	168	317	387
Politique de la Ville	68	108	192
Prévention & Sécurité	1	1	4
TOTAL	237	426	782

État des fréquentations et des prêts en 2010



L'espace documentaire a accueilli plus de 400 usagers. Parmi eux, 40 personnes et/ou structures ont été accompagnées en matière de méthodologie documentaire, de méthodologie de veille.

Plus de 700 emprunts ont été effectués, soit une augmentation de 45,6% des prêts globaux.

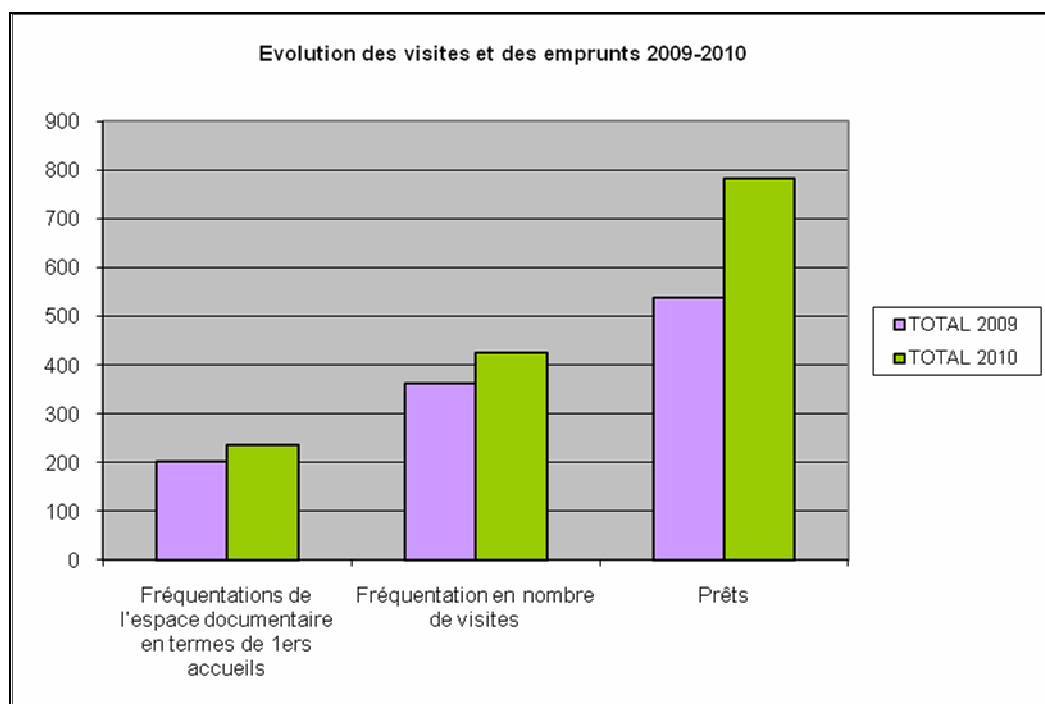
De nombreux accueils ont été effectués à l'espace documentaire par groupes de 5 à 15 personnes (LA Conseils, UNIS-Cité, ...).

² Ne sont pas comptabilisées dans ce tableau, les statistiques d'accueil/renseignements qui concernent les agents du CNFPT, bien que ce type d'accueil soit fréquent, en raison de la mutualisation de l'espace documentaire commun au CNFPT et à R&T.

Évolution des données 2009- 2010

Évolution 2009-2010	Fréquentations de l'espace documentaire en termes de 1 ^{ers} accueils	Fréquentation en nombre de visites	Prêts
Total 2009	203	363	537
Total 2010	237	426	782
Variation 2009-2010	+ 16,7 %	+ 17,3 %	+ 45,6 %

Représentation graphique de l'évolution



3. La fonction Veille / Information

Trois services sont proposés et des productions assurées.

3.1 - Le Service Question/Réponse

Cet outil de liaison gratuit et sur mesure permet aux acteurs de nous solliciter par courriel ou téléphone sur les sujets qui les préoccupent.

R&T leur assure en retour une réponse sous forme écrite ou sous forme orale - entretiens, téléphone, ...-.

Une quarantaine de réponses écrites et une centaine de réponses orales ont été comptabilisées en 2010.

Cet outil de gestion reste très pertinent -et pour les acteurs, et pour l'équipe en interne-. Il constitue d'une certaine manière, une gestion des connaissances au sein de R&T (« la mémoire », « le knowledge management »).

En 2010, on comptabilise une quarantaine de réponses écrites et une centaine de réponses orales.

3.2 - La Diffusion Sélective de l'Information, DSI, ou le service de veille et d'alerte « personnalisée »

Tout acteur venant souscrire au Service InfoDoc bénéficie de l'accès au fonds documentaire -consultation/prêt-, et de l'accès en ligne à la base de données documentaires et de connaissances.

Dès lors, ils choisissent de s'abonner à 2 à 3 thématiques les intéressant particulièrement ; ils bénéficient alors d'un envoi régulier d'informations ciblées qu'ils reçoivent par courriel -information documentaire, brèves, veille juridique-.

Ce système d'alerte sélective est effectif environ une fois tous les 15 jours en moyenne et en fonction de l'actualité.

La mise en œuvre du service de diffusion sélective de l'information est effective et satisfait réellement les destinataires (nombreux témoignages). La base de données de diffusion par thématique et par groupe de professionnel est encore en construction.

3.3 - La Création d'un blog d'actualité : VIP pour Veille Information Professionnelle

Afin de capitaliser la veille informationnelle envoyée aux acteurs, le Service Information-Documentation a créé un blog d'actualité (nov. 2010), disponible depuis le site de R&T depuis la page [accueil](#) :



<http://veilleinfoprofessionnelle.blogspot.com/>

Organisé en grandes thématiques et par territoires, ce blog permet de relayer l'information nationale et régionale nous intéressant tous en tant qu'acteurs de la cohésion sociale... Il devient une véritable source de « l'information régionale », envoyée par nos partenaires.

Il permet en outre, d'archiver automatiquement les alertes sous ces deux entrées incontournables (thèmes et territoires). Les usagers peuvent également s'abonner à de nouvelles thématiques en toute autonomie. En résumé, ce blog est un complément indispensable au service d'alerte personnalisée et il contribue largement à une consultation accrue du site Internet.

Son prochain développement visera l'interaction accrue avec les acteurs de terrain (collaboration directement en ligne, publication de commentaires, échanges, groupes de discussion ...).

3.4 - L'accompagnement aux TIC

De plus en plus, le Service accompagne les acteurs à l'utilisation des TIC dans le cadre professionnel. Ils en découvrent alors les différents usages et les multiples fonctions.

De la mise en place d'un système de veille individuel ou collaboratif à l'organisation - animation d'espaces de travail inter - partenariaux à distance et en ligne, cet accompagnement facilite l'appropriation de nombreux outils de nouvelle génération. Il participe à la montée en compétences et connaissances de nos environnements nouveaux de travail numérique et « embarqué ».

En 2010, deux outils de gestion de projet ont été réalisés:

- Celui pour COSOTer : [Base documentaire mutualisée COSOTER](#)
- Celui pour l'AFORTS / PREFAS (Pôle Recherche Etude et Formation en Action Sociale de Midi-Pyrénées) : [AFORTS MP](#)

Ces outils de gestion de projet restent des espaces réservés.

Pour 2011, est prévue la création d'autres sites comme ceux-ci, pour les adultes relais et le groupe d'alphabétisation de Gaillac (CCAS, CUCS et bénévoles).

L'accompagnement s'effectue en groupe et/ou en individuel, sur place ou in situ.

4. Mutualisation des activités documentaires dans le cadre du réseau national des centres de ressources

Les trois fonctions inhérentes au Service InfoDoc (Gestion documentaire, Accueil / Accompagnement / Conseil, Veille / Information) s'accompagnent d'actions transversales -telles que la coopération avec d'autres centres de ressources-, menées à la fois, au niveau régional (UTM, IEP, École d'architecture, COFRIMI, ...) et au niveau national (Réseau des centres de Ressources politique de la Ville et Centre Ressources Illettrisme).

En effet, depuis 2008, des actions de mutualisation des activités documentaires ont été lancées au sein du réseau national des centres de ressources politique de la Ville.

Quatre chantiers ont été menés de front dans ce cadre :

- **Le chantier « Thésaurus »** : mise en commun et actualisation de l'outil documentaire d'indexation (original Ex-DIV, arrêté en 2003).
- **Le chantier « Outils collaboratifs »** : mise en place de la « suite Google » permettant le partage et la mutualisation de documents, de dossiers ; création de Sites Google permettant le stockage et la capitalisation de documents produits finaux -tels les dossiers du participant ou bibliographies,...- ; création d'un blog d'actualité et de « vie du réseau » des chargés d'information.
- **Le chantier « Veille thématique et veille territoriale »** : mutualisation de la veille au niveau national ; réflexion autour de la veille territoriale au sein du réseau avec la contribution de la chargée d'information et de documentation de R&T.
- **Le chantier « Mutualisation des bases de données documentaires »** : à l'image du réseau [RECI](#), (Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration), trois centres de ressources régionaux « leader » (Aquitaine, Centre Poitou-Charentes, R&T Midi-Pyrénées) se sont rapprochés pour constituer une seule et même base de données relative à la Cohésion Sociale des Territoires. Cette action a été concrétisée par une convention de partenariat tripartite signée au 12 mai 2009. Cette initiative est d'autant plus importante qu'il n'existe pas à proprement parler de bases de données documentaires « locales » - entendons, « régionales : une base par région » - sur la politique de la Ville.

Une convention de partenariat entre les 3 centres de ressources volontaires (R&T ; Villes au Carré et PQA, juin 2009) pour mutualiser leurs références dans une même base de données et de connaissances en ligne – **COSOTer** : **CO**hésion **SO**ciale **T**erritoriale, a été signée depuis le mois de juin 2009.

Pour mémoire, en 2009, nous comptabilisons **6 000 références**.

A ce jour, la base de données comporte quelques **9 000 références** (tous supports confondus – ouvrages, rapports, supports pédagogiques, etc. / documents papier et/ou documents électroniques), rendues accessibles en ligne, depuis la page accueil du site Ressources et Territoires (Février 2010) : <http://cosoter-ressources.info/opac/>

Prochainement, en juin 2011, le CRPV PACA devrait rejoindre le réseau COSOTer.

La finalité de cette base poursuit deux objectifs distincts mais complémentaires :

- Servir la gestion documentaire et assurer le fonctionnement du service – gestion des prêts, des commandes, ...
- Constituer une «base de connaissances thématiques» pour les acteurs.

**La mise en place d'une base de données documentaire mutualisée :
Les ressources « numériques »**

La documentation consacrée au champ « politique de la Ville et cohésion sociale » est disponible depuis une base de données documentaire en ligne, mutualisée avec deux autres centres de ressources régionaux : PQA et Villes au 2.

Le CRPV PACA devrait rejoindre le réseau d'ici le mois de Juin 2010.

La base porte le nom de CoSoTer pour Cohésion Sociale Territoriale :

<http://cosoter-ressources.info/opac/> et est rendue accessible depuis la page accueil du site Ressources & Territoires.

5. Le Site Internet : www.ressources-territoires.com

La page d'accueil reste vivante et permet de découvrir en un seul coup d'œil les actualités de chacune des missions R&T et consulter l'agenda.

L'onglet « accéder à l'espace documentaire » permet de consulter les 6 000 références bibliographiques du fonds et télécharger certains documents numériques sous format « pdf » ou « html ».

D'autres entrées de couleur permettent de découvrir ou d'approfondir les pôles de compétence de R&T, via des onglets spécifiques, retraçant pour chaque entité, à la fois, le champ, les missions, les actions, l'équipe, les dossiers thématiques.

L'actualisation des rubriques « agenda » et « actualité » (en page accueil et pages des pôles) s'effectuent en interne par la chargée InfoDoc.

En 2010, a été créé une rubrique : « **OFFRE D'EMPLOI** », fort appréciée.

Les partenaires/acteurs de R&T nous envoient par ailleurs régulièrement leurs informations/événements.

Statistiques de fréquentation du site R&T Tableau synthétique et comparatif

Statistiques Site Web	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	Évolution	Année 2010
Visites	1908	2762	+ 854	12258
Visiteurs	1628	1874	+ 246	8110
Pages vues	10527	9645	-882	54403
Nombre de pages consultées par visites	5,52	3,49	-2,03	4,44
Temps moyen passé par visite	3,49	3,15	-0,34	3,17 min

POLITIQUE DE LA VILLE

Les dispositifs

Aujourd'hui nous avons 10 Contrats Urbain de Cohésion Sociale sur la région Midi-Pyrénées. Il faut considérer le CUCS de Toulouse à part, tant il est différent par sa taille, les ressources en ingénierie et son tissu associatif.

Les 9 autres contrats sont plutôt homogènes avec des équipes MOUS restreintes pour la plupart.

Les dispositifs de Plateforme de Réussite Educative sont au nombre de 13 dont 5 sur l'agglomération toulousaine (4 hors CUCS) et une autre hors géographie prioritaire : la ville de Decazeville dans l'Aveyron.

Dans le cadre de l'appel à projet lancé en novembre 2007 « Programme Urbain Intégré » par la Préfecture de Région sur les fonds européens FEDER mesure I, deux candidats ont été sélectionnés : la ville de Toulouse pour un montant de 13 millions d'euros et la ville de Montauban pour 5 millions d'euros. Néanmoins la région n'a pas intégré le réseau des PUI du sud de la France aux côtés de Rhône Alpes, PACA, Languedoc Roussillon, Aquitaine qui représentent 20 PUI.

Sur le champ de la santé 5 ateliers Santé Ville se sont structurés sur le territoire du Grand Tarbes, Lourdes, sans coordonnateur dédié, Toulouse, Montauban, Cahors et le carmausin avec des moyens d'animation spécifiques.

Au niveau de l'emploi, il existe à ce jour 3 plans locaux d'insertion par l'emploi, qui constituent le volet insertion professionnelle des CUCS sur le territoire du Grand Toulouse, du Grand Tarbes et Lourdes et un inter PLIE départemental dans le Tarn sur les CUCS du carmausin de l'albigeois et du castrais mazamétain.

Un PLIE rural pour Quercy Rouergue, le PLIE de Montauban ayant été arrêté en 2009.

Le dispositif adulte relais sur Midi-Pyrénées est cofinancé par la région sur le volet formation notamment.

Il y a 133 postes d'adultes relais dont

81 en Haute-Garonne

23 dans le Tarn

11 dans le Tarn et Garonne

17 en Hautes-Pyrénées

1 dans le Lot

Un plan de qualification est en cours de développement suite au recentrage du dispositif.

Dans le cadre de la prévention de la délinquance nous avons recensé 31 dispositifs de type CLSPD ou CISP, aucun réseau n'est encore formalisé.

L'intervention de R&T s'inscrit dans la pluralité de ces dispositifs et au plus près des acteurs locaux. Le développement des réseaux d'acteurs est une nécessité pour contribuer à une complémentarité et une cohérence dans la mise en œuvre des dispositifs.

1. Conseil - Appui méthodologique - Accompagnement - Aide à la décision

1.1 - Accompagnement de centres sociaux animant des actions ASL (Ateliers Sociaux Linguistiques)

Les ateliers sociolinguistiques (ASL) sont des actions de proximité qui permettent l'apprentissage de la langue française dans un contexte d'intégration. Ces ateliers visent principalement à :

- **Faciliter l'autonomie** sociale, culturelle, administrative et professionnelle.
- **Améliorer la connaissance** des espaces de proximité.
- **Permettre aux bénéficiaires** d'entrer dans des dispositifs de formation et des parcours de qualification.

Ces actions sont portées le plus souvent par des associations (caritatives ou de quartiers) ou des centres sociaux, qui favorisent en priorité le maintien ou la restauration du lien social dans des zones d'habitation.

Ces structures animent ces ateliers d'apprentissage sans toutefois être des spécialistes de la formation.

Pour améliorer la qualité du service, elles doivent intégrer une démarche de professionnalisation sur un plan fonctionnel (interne) et d'une manière concomitante en lien avec le projet territorial (externe).

L'intervention de R&T pour 2010 s'inscrit dans la suite d'un projet engagé en 2009. Elle porte essentiellement sur l'accompagnement des directions pour le développement et le management du projet et pour un centre social en particulier (St Juéry) une formation-action pour les bénévoles (réorganisation pédagogique de l'atelier, 15 demi-journées).

Centres sociaux concernés (Tarn)

- Centre Social et Culturel de St Juéry
- Centre Social de Cantepau (Albi)
- Centre Social de Lapanouse (Albi)
- Centre Social de Veyrières (Albi)
- CCAS de Gaillac

Objectifs de cette action

- Mieux situer le rôle des permanents du CS - directeurs, animateurs (bénévoles), agents d'accueil - et l'orientation des usagers sur les ateliers ;

- Mieux situer l'articulation sur les différents ateliers et les logiques de parcours ;
- Restaurer ou améliorer la communication entre les bénévoles des ateliers d'alphabétisation et les autres ateliers (parentalité, soutien scolaire,...);
- Faire émerger des besoins et participer à des actions formation.

1.2 - Appui – Conseil auprès de la Chef de Projet du CUCS de Gaillac

Développement du projet de service « Jeunesse et Lien Social ».

1.3 - Intervention auprès du COFRIMI

Présentation de la politique de la Ville aux étudiants en BEATEP à COFRIMI (Conseil et Formation sur les relations interculturelles et les migrations) le 15 décembre 2010 : *présentation de l'histoire, des enjeux, acteurs et dispositifs, les apports de la politique de la Ville et les perspectives.*

1.4 - Programme Urbain Intégré

Les PUI peuvent se définir comme des projets à dimension européenne dans les quartiers sensibles. Les questions du financement européen, du développement durable, de nouvelles gouvernances, d'évaluation sont ainsi abordées et intégrées dans ces projets.

Deux réseaux se sont créés en 2010 pour faire face à la demande des acteurs de terrain avec pour objectifs une meilleure assistance technique, une mise en réseau, une visibilité et une capitalisation des ressources :

1- Le réseau PUI 20 regroupe 3 centres de ressources politique de la Ville du Sud-Ouest et la Préfecture de région du Languedoc-Roussillon pour l'animation de 20 projets.

2- Mission Europe Urbain, mission nationale d'animation et de promotion des PUI.

Ces deux réseaux n'ont pas les mêmes objectifs mais sont complémentaires.

Participation de R&T aux réunions nationales du PUI :

~ **Lancement du réseau interrégional des projets urbains intégrés FEDER**
Séminaire d'ouverture du 3 et 4 juin 2010, Montpellier

~ **Première rencontre nationale des projets urbains intégrés**
21 septembre 2010, Centre National de la Danse à Pantin (93)

2. Études - Diagnostic - Évaluation

Deux études ont été réalisées cette année.

⇒ Recensement des acteurs et des dispositifs politique de la Ville en Midi-Pyrénées

Cette mission consistait à révéler de manière concrète, les actions politique de la Ville menées sur les territoires prioritaires de la Région Midi-Pyrénées. Ainsi, **17 acteurs** (chefs de projets et équipes MOUS) ont été rencontrés afin de recenser leurs actions. Avec le Centre de ressources PQA, une demi-journée a été consacrée à l'harmonisation des données récoltées. Ce travail a donné lieu à trois productions :

- Une **première production**, à vocation externe, sous forme de Fiches Territoires à destination du site Internet de R&T. 10 Fiches ont donc été créées sur :
 - Les villes de Gaillac, de Lourdes, de Graulhet, de Montauban, et de Cahors,
 - Les Communautés d'agglomération de Castres Mazamet, de l'Albigeois, du Grand Tarbes,
 - La communauté urbaine du Grand Toulouse,
 - La communauté de communes de Carmausin.
- Une **deuxième production**, à vocation interne, a pris la forme de Fiches de recensement des dispositifs et des actions. Il a été constaté ainsi que sur le territoire de Midi-Pyrénées, de nombreuses actions (accompagnées par un suivi territorial satisfaisant en termes de réalisation) ont été recensées.
- Enfin, une **troisième production** synthétique a été réalisée dans le but de recueillir les thématiques prioritaires soulevées par les différents acteurs rencontrés (portage politique, évaluation, besoin de communication...).

⇒ Réalisation d'un état des lieux des structures et des ateliers sociolinguistiques sur les territoires CUCS de Toulouse (production d'un document de synthèse)

Cette étude a permis :

- D'identifier les structures et mieux connaître les actions sociolinguistiques.
- De valoriser les pratiques des acteurs impliqués dans la conduite et la mise en œuvre des actions sociolinguistiques.

3. Accompagnement

3.1 - La plateforme de valorisation de la recherche en travail social

La DGAS a impulsé en 2004 dans chaque région la mise en place de Pôles de Recherche, d'Etude et de Formation en Action Sociale (**PREFAS**). Les objectifs de ces pôles visent à valoriser la recherche dans le travail social et à articuler le travail des chercheurs avec celui des formateurs et des praticiens.

Le pôle de Midi-Pyrénées regroupe les sept centres de formation de travailleurs sociaux ainsi que le CREAL, l'Université du Mirail et R&T.

A) Les grandes missions de la plateforme

- **Identification et localisation** des productions et des acteurs
- **Soutien et collaboration** à la recherche
- **Soutien à la valorisation et à la diffusion** des savoirs
- **Coordination** des centres ressources documentaire
- **Études** régionales
- **Veille** sur les qualifications sociales

B) Intervention de R&T

R&T participe aux différentes instances de pilotage et de coordination : COPIL, Groupe Technique et Scientifique, et Groupe d'Information et de Documentation dont nous assurons l'animation. Le comité de pilotage s'est réuni cinq fois et le Groupe Technique et Scientifique s'est rencontré huit fois.

Nous animons par ailleurs, le « Groupe Documentaliste », qui s'est réuni quatre fois. La documentation joue pour nous un rôle essentiel en matière de formation et de recherche.

La coordination réalisée durant cette année aura permis de nombreux échanges d'outils et de systèmes documentaires. Le groupe s'est doté ainsi d'un outil de communication rapide d'information.

De nombreuses réflexions sur la nécessité de la veille documentaire sont échangées et devraient se prolonger sur 2011.

Le groupe a enfin été chargé de la mise en forme d'un outil de veille et de communication des chercheurs et des recherches sous forme d'un fichier annuaire électronique.

La finalisation est aujourd'hui en cours avec un informaticien pour l'accès en ligne sur le site [Web](#) du PREFAS.

3.2- Le réseau d'acteurs

L'ensemble des territoires en CUCS a été visité. Plusieurs rencontres avec les techniciens et les élus ont eu lieu. Cela a abouti, d'une part, à la démarche d'adhésion des collectivités au GIP qui se concrétisera en 2011, et d'autre part, à la formalisation de besoins et d'attentes de la part des acteurs de la politique de la Ville, de la prévention de la délinquance et de la réussite éducative.

Dès 2011 nous serons en mesure d'animer ces trois réseaux d'acteurs et de proposer un programme de formation.

De manière générale, l'offre d'animation régionale de Ressources & Territoires s'adresse principalement, pour le moment, à trois corps de métier et se décline autour de trois réseaux spécifiques :

- **Les chefs de projet CUCS** (Contrat Urbain de Cohésion Sociale) et référents GUP (Gestion Urbaine de Proximité),
- **Les référents PRE** (Programme de Réussite Éducative),
- **Les référents Prévention de la délinquance** (ayant notamment en charge les CLSPD / CISPD) → Réseau régional PEP'S.

Origine de la démarche

Ce réseau est né du constat exprimé et partagé par plusieurs acteurs régionaux lors d'une réunion organisée à R&T³. Les professionnels présents se sont unanimement accordés sur leur fort isolement en tant que professionnels de la prévention et leurs besoins de mise en réseau et d'échanges. Le réseau PEP'S est donc l'outil socle qui va permettre à Ressources & Territoires de proposer une offre d'animation plurielle à destination des acteurs de la prévention de la délinquance.

Plusieurs acteurs intervenant dans le domaine de la prévention de la délinquance et de la mise en œuvre des politiques de sécurité ont été contactés par Ressources & Territoires pour participer, initialement, à la définition d'un programme d'animation régionale. Il leur est aujourd'hui proposé de rejoindre le réseau PEP'S.

³ Constat recueilli lors de la 1^e réunion des acteurs Prévention et Sécurité, organisée par Ressources & Territoires le 24 novembre 2010, visant à recueillir les attentes de ces professionnels en termes d'animation régionale en vue de produire une offre d'animation régionale adaptée et pertinente.

Accès aux Savoirs de Base

« Compte tenu de la multiplicité des contextes, des âges et des situations où l'illettrisme s'enracine, l'action doit être diversifiée et concertée. Des personnes de tous âges, dans des situations très différentes peuvent être concernées. Elles ne constituent pas un public homogène, ce qui rend complexe l'organisation d'une politique globale. La lutte contre l'illettrisme exige une démarche transversale. Elle s'inscrit dans les politiques éducatives, linguistiques, culturelles et sociales, dans les politiques d'accès à l'emploi et de professionnalisation ainsi que dans les projets d'aménagement des territoires et de développement des entreprises.

Dans le cadre de leurs missions respectives, toutes les institutions responsables de ces politiques sont appelées à développer leur propre plan d'action pour prévenir et traiter les situations d'illettrisme. Mais elles doivent rechercher les complémentarités et construire des projets communs chaque fois que l'intérêt des personnes l'exige. »

Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme - ANLCI

Ce message de l'ANLCI fait apparaître l'enjeu d'une synergie à trouver entre l'ensemble des acteurs pour permettre à toute personne d'accéder à l'apprentissage ou au réapprentissage des savoirs de base.

L'enquête IVQ (Information Vie Quotidienne) de l'INSEE réalisée en 2004 - 2005 sur le territoire métropolitain révèle que **9% de la population française** est confrontée à un problème d'illettrisme, soit **3 100 000 personnes**.

Cette enquête montre de plus que ce problème touche **toutes les tranches d'âge**. Néanmoins la proportion de personnes en situation d'illettrisme est plus forte pour les groupes d'âges les plus élevés. En effet, plus de la moitié de ces individus sont âgés de plus de 45 ans.

La moitié des personnes en situation d'illettrisme vit dans les zones rurales, l'autre moitié en zone urbaine.

Si 10% des 3 100 000 personnes en situation d'illettrisme vivent dans les ZUS, où le taux d'illettrisme s'élève au double de la moyenne nationale, soit 18% contre 9% (INSEE 2006).

57% des personnes en situation d'illettrisme travaillent, 11% sont au chômage, et 10% sont en formation ou inactif.

Le centre ressources veille aux évolutions réglementaires et institutionnelles, d'une part, aux projets portés dans les territoires, d'autre part, et se met à la disposition des acteurs en termes de conseil, de formation, d'études et de veille informative.

1. Conseil - Appui méthodologique - Accompagnement - Aide à la décision

L'objectif est d'apporter un appui technique et méthodologique à l'ensemble des acteurs concernés par ces opérations.

1.1 - Les acteurs

A) Les acteurs politiques et institutionnels

Tout particulièrement la **DIRECCTE** et les **services départementaux (UT)** qui recherchent une articulation territoriale.

La Chargée de Mission Régionale de l'ANLCI et les chefs de file pour la mise en œuvre du Schéma Régional de Lutte Contre l'Illettrisme (SCRIBE). Plus précisément, ces acteurs comptent l'Education Nationale, l'ensemble des services de l'Etat et le CNFPT.

B) Les acteurs économiques

Généralement, les branches professionnelles qui emploient des salariés de bas niveaux de qualification ; plus particulièrement les **OPCA** qui s'inscrivent généralement dans une préoccupation orientée vers la gestion des ressources humaines et le développement de compétences de leurs salariés.

C) Les acteurs de la formation Savoirs de Base

Ces derniers interviennent dans le cadre d'actions de formation et d'ateliers linguistiques et/ou sociolinguistiques.

D) Les acteurs de l'insertion sociale et professionnelle, et de l'action sociale

Professionnels de l'accueil, de l'orientation et de l'insertion : en premier lieu les prescripteurs du dispositif « Compétences Clés » tels que les agents du Pôle Emploi, les conseillers des Missions Locales et de Cap Emploi, les Maisons de l'Emploi, mais aussi les assistantes sociales, référents et chargés de mission PLIE, et intervenants auprès des publics faiblement qualifiés, en difficulté d'insertion professionnelle. Ces acteurs sont concernés directement par les problématiques d'accompagnement des publics et par le travail en partenariat avec les autres opérateurs.

1.2 - Les missions

A) Auprès de la DIRECCTE

Mise en œuvre du dispositif "compétences clés"

- Création et diffusion de documents de présentation du dispositif.
- Participation à des réunions visant à expliciter les compétences clés et les publics visés par la circulaire (9 réunions).
- Aide à la décision pour l'élaboration des bons de commande.
- Elaboration de tableaux de suivi des heures de consommation.
- Suivi du dispositif sur ROSACE (extranet)
- Vérification de l'adéquation prescription/bons de commande

- Modification suite aux erreurs signalées par les organismes de formation
- Lien avec la DGEFP pour valider les modifications et procédures
- Suivi global du dispositif en lien avec la DIRECCTE : réunions hebdomadaires avec le technicien et le responsable du dispositif
- Interface avec les organismes de formation pour résoudre des difficultés techniques
- Veille sur le dispositif "compétences clés"
- Alerte sur les dysfonctionnements
- Suivi du référentiel -Compétences Clés en Situation Professionnelle (CCSP)- élaboré par l'ANLCI et de son développement
- Suivi des publics inscrits dans le dispositif Compétences Clés

B) Auprès des correspondants "Compétences clés" des UT

Interventions en lien avec les correspondants sur les différents départements

- Ariège : 2 rencontres
- Aveyron : 1 rencontre
- Tarn : 3 rencontres
- Haute-Garonne : 2 rencontres
- Lot : 2 rencontres
- Gers : 2 rencontres

Appui à la mise en œuvre et/ou au développement de projets territoriaux

- Tarn, Haute-Garonne

C) Auprès des OPCA / branches professionnelles/IAE

Participation à une journée d'étude : savoirs de base dans les SIAE organisée par la FNARS le 19 mars 2010

Intervention dans le cadre d'une table ronde : « **Échange de pratiques : Repérage et réponses internes des SIAE** »

- Quels sont les éléments mobilisateurs en amont pour l'apprentissage des savoirs de base des personnes en parcours d'insertion et en situation de travail ?
- Comment susciter l'envie d'apprendre ?
- Quels éléments entrent en compte dans l'apprentissage des adultes en situation de travail (sociaux, cognitifs...) ?
- Lesquels facilitent les apprentissages des savoirs de base ?
- Quelles sont les conditions de réussite des actions d'apprentissage des savoirs de base pour des adultes en situation de travail/parcours d'insertion ?

Intervention auprès de différents OPCA : Intergros, Uniformation

Présentation de l'action de R&T et appui à la mise en œuvre de leurs dispositifs par la mise à disposition de ressources informatives et formatives.

D) Auprès des prescripteurs et opérateurs

Interventions dans le cadre de réunions de sensibilisation en direction des prescripteurs sur les départements de l'Ariège, de l'Aveyron, de la Haute-Garonne, du Gers, du Lot et du Tarn (8 réunions).

E) Auprès des opérateurs

Mise en place d'une offre de formation adaptée (cf. chapitre formation).

F) Auprès du CNFPT

Ingénierie pédagogique auprès des délégations départementales du CNFPT :

- Accompagnement à la mise en place en départements des ateliers des savoirs et compétences (notamment sur l'Aveyron).
- Participation à une réflexion menée par le CNFPT sur l'identification des agents en situation d'illettrisme suite aux tests organisés dans le cadre de la prépa concours.
- Intervention en collaboration avec le CNFPT auprès d'élus et/ou du service de direction sur la problématique et sur l'opportunité de la mise en place d'ateliers savoirs de base pour leurs administrés (Mairie de Fronton, intervention en Ariège auprès de RH de collectivités) et sur l'existence du dispositif savoirs et compétences pour leurs agents.

G) Auprès de la Chargée de Mission Régionale de l'ANLCI

Suivi de l'Orientation 2 et 3 du Schéma Régional (SCRIBE) :

- Appui spécifique aux chefs de file.
- Participation aux différentes réunions le 21 janvier, 22 juillet, 16 décembre.
- Participation à l'organisation des assises de l'illettrisme de l'Inspection Académique par l'animation d'une table ronde CFA et OPCA.

Préparation et mise en œuvre d'une journée régionale dans le cadre du « Forum Permanent de Pratiques » de l'ANLCI. Cette journée intitulée « l'insertion des jeunes en difficulté avec les savoirs de base » a eu lieu le 25 mars à l'Ecole Régionale de la Deuxième Chance à Toulouse.

Cette journée a mobilisé plus de 100 personnes.

Participation à la rencontre nationale du Forum Permanent des Pratiques, Lyon les 5, 6 et 7 mai. Ressources & Territoires a tenu un stand régional durant tout le forum et participé à de nombreux ateliers.

H) Auprès de cinq CFA en Languedoc Roussillon

Intervention en collaboration avec le cabinet conseil Lyonnais, INGENIORS, pour apporter un appui méthodologique et pédagogique aux CFA, dans le cadre de l'action « la maîtrise des savoirs de base comme facteur de sécurisation des parcours professionnels des apprentis ». Ce travail fait suite à une **première démarche d'évaluation.**

L'ensemble des activités de conseil, d'aide à la décision et d'appui technique et méthodologique représente 625 heures de travail sur l'année.

2. Formation

1.1 - Formation de formateurs intervenants sur le dispositif « savoirs et compétences de base » du CNFPT, en Région Midi-Pyrénées

Animation d'une journée d'échanges de pratiques adressée à l'ensemble des responsables d'antennes des différents départements et aux formateurs.

Formation pour l'ensemble des formateurs intervenant dans le cadre des ateliers "savoirs et compétences"

Animation d'une journée pour favoriser l'appropriation de la mallette illettrisme du CNFPT

1.2 - Programme de formation de formateur

Construit autour de trois itinéraires concernant la formation aux savoirs de base et l'insertion, il comprend :

- une offre de journées de formation thématiques,
- un cycle de formation de 10 jours pour les formateurs débutants (DCF).

- Itinéraire 1 : Renforcer les compétences professionnelles

Objectif : Connaître et accompagner les publics dans leur parcours.

Pour rendre effectif le droit à la formation tout au long de la vie, il convient de bâtir des cohérences et des continuités entre les actions de formation et les diverses étapes d'un parcours. Les formations proposées visent à aider les prescripteurs, les acteurs de l'accompagnement et du conseil dans leur action directe auprès des publics.

- Itinéraire 2 : Mobiliser et s'approprier des ressources pour intervenir

Objectif : Connaître et s'approprier des concepts, méthodes et supports pour accompagner les apprentissages de publics en situation maîtrisant peu ou pas les compétences et savoirs de base.

Les professionnels doivent maîtriser des compétences spécifiques et disposer d'une certaine "expertise", liées à l'objet d'apprentissage et au contexte d'intervention : démarches, outils, référentiels, centrés sur l'acte pédagogique, les processus d'apprentissage et la relation aux apprenants, sur la connaissance de l'environnement socioéconomique et institutionnel, les actions et dispositifs. Les contenus de formation proposés dans l'itinéraire 2 s'inscrivent aussi dans les priorités décrites par le dispositif "Compétences clés" et s'adressent particulièrement aux professionnels concernés.

- Itinéraire 3 : Mutualiser et partager

Objectif : Connaître les acteurs et leurs pratiques ; partager des expériences et découvrir des ressources.

Construit à partir des conférences du cycle "Apprendre", ce dernier itinéraire vise à permettre l'émergence d'une communauté de professionnels de la formation de base partageant des valeurs et règles d'action communes et s'enrichissant des travaux des chercheurs et des praticiens de la formation d'adultes. Ces conférences

constituent une occasion privilégiée de restituer aux acteurs les fruits de travaux de chercheurs fondés sur des observations de terrain et les invitent dans les débats à questionner leurs pratiques.

Tableau d'activité récapitulatif

Dates	Intitulé de la formation	Nombre de jours	H	F	Total	Durée en Heures	Nombre d'heures stagiaires
08/03/10	Besoins en formation des bénévoles	0,5	2	6	8	3	24
07/04/10	Groupe de travail sur les usages du RCCSP	0,5		6	6	3	18
26/04/10	Sensibilisation à la lutte contre l'illettrisme	0,5		25	25	3	75
10/05/10	DCF J1 - Caractéristique des publics en formation	1		11	11	7	77
11/05/10	DCF J2 - Découvrir/Utiliser le centre ressources et le fonds du pôle ASB (matin) L'approche interculturelle (après-midi)	1		9	9	7	63
17/05/10	Construire une démarche d'accueil - 1	0,5	1	6	7	3	21
20/05/10	DCF J3 - L'engagement corporel du formateur et l'acte d'apprendre	1		8	8	7	56
21/05/10	DCF J4 - L'évaluation : comment tenir compte des savoirs "déjà là" des apprenants ?	1		8	8	7	56
28/05/10	Groupe de travail sur les usages du RCCSP	1	2	10	12	6	72
03/06/10	DCF J5 - La communication orale et écrite	1		9	9	7	63
04/06/10	DCF J6 - La numération, les opérations, raisonner, calculer...	1		10	10	7	70
10/06/10	L'impact du genre sur l'entrée en formation	0,5		15	15	2	30
17/06/10	DCF J7 - L'engagement corporel du formateur et l'acte d'apprendre (matin) - Préparer une séquence aec les supports du fonds ASB (après-midi)	1		10	10	7	70
18/06/10	DCF J8 - Apprendre autrement, apprendre à apprendre	1		10	10	7	70
21/06/10	Construire une démarche d'accueil - 2	0,5	1	5	6	3	18
28/06/10	Tirelire : des logiciels pour entrer dans l'écrit	1	1	6	7	6	42
01/07/10	DCF J9 - Animer une séquence (de l'organisation pédagogique à l'animation d'un groupe)	1		8	8	7	56
02/07/10	DCF J10 - Bilan - Echnages sur les pratiques, apports du cycle et prolongements	1		7	7	7	49
08/07/10	Compétences clés en situation professionnelle	1	1	10	11	7	77
13/19/10	Construire une démarche d'accueil - 3	0,5		7	7	3	21
20/09/10	Sensibilisation aux situations d'illettrisme	1	2	8	10	7	70
21/09/10	Sensibilisation aux situations d'illettrisme	0,5	2	8	10	3,5	35
28/09/10	Gérer l'hétérogénéité d'un groupe dans une action de formation	1	2	11	13	7	91
29/09/10	Gérer l'hétérogénéité d'un groupe dans une action de formation	1	2	12	14	7	98
01/10/10	Apprendre autrement : utiliser des ressources multimédias	1	2	7	9	7	63
04/10/10	L'outil Strat'Ago et la conduite d'entretien	1		14	14	7	98
05/10/10	L'outil Strat'Ago et la conduite d'entretien	1		14	14	7	98
11/10/10	Communication et diversité culturelle	1		10	10	7	70
12/10/10	Communication et diversité culturelle	1		8	8	7	56

Dates	Intitulé de la formation	Nombre de jours	H	F	Total	Durée en Heures	Nombre d'heures stagiaires
13/10/10	Apprendre à l'ère des compétences clés	0,5	2	11	13	2	26
14/10/10	Ingénierie pédagogique pour le développement des compétences clés	1	1	14	15	7	105
15/10/10	Ingénierie pédagogique pour le développement des compétences clés	1	1	14	15	7	105
16/11/10	Concevoir et élaborer des supports pédagogiques	1	1	9	10	7	70
17/11/10	Concevoir et élaborer des supports pédagogiques	1	1	9	10	7	70
18/11/10	Prise de parole en public	1		7	7	7	49
19/11/10	Prise de parole en public	1		7	7	7	49
22/11/10	Madame, je veux apprendre à lire !	1		4	4	7	28
23/11/10	Madame, je veux apprendre à lire !	1		4	4	7	28
29/11/10	De l'interculturalité à la lutte contre les discriminations	1		8	8	7	56
30/11/10	De l'interculturalité à la lutte contre les discriminations	1		8	8	7	56
07/12/10	Analyser les situations de travail, construire une réponse formation	1	1	6	7	7	49
15/12/10	Utiliser PHOTOLANGAGE	1	1	14	15	7	105
	Total	37,5	26	393	419	254,5	2 503

1.3 - Conseil technique (ingénierie pédagogique et ingénierie de formation)

Cela concerne notamment les formations en direction des salariés et des bénévoles intervenant dans le cadre d'ateliers d'apprentissage linguistique.

Les personnes sont le plus souvent accueillies au centre de ressources mais il peut y avoir également des déplacements sur site.

Nombre d'heures de conseil en ingénierie réalisées : 151 heures

Liste des intervenants

Intervenants		
Catherine Oulanier	Psychomotricienne	Intervenante Indépendante
Christine Fournier	Docteur en économie des RH. Ingénieur de recherche au CEREQ	AGIR, Marseille
Xavier Lameuse	Formateur – Concepteur de logiciels	SCRIBERE, Lyon
Marie Christine Llorca	Docteur en sciences de l'éducation. Responsable cabinet AGO	AGO, Toulouse
Roseline Combroux	Responsable de formation	CREPT Formation, Toulouse
Gérard Hommage	Formateur consultant	CAFOC, Nantes
Jacques Delorme	Directeur	ALPES, Lyon

Samira Garioub	Responsable de formation	COFRIMI, Toulouse
Laurence Butte	Psychologue Interculturel	LB Consultant
Baya Boualem	Ethnolinguiste - Formatrice	Intervenante Indépendante
M.J. Collet	Ecrivain - Formatrice	Intervenante Indépendante

3. Études- Diagnostic- Évaluation

1.1 - Sécurisation des parcours d'apprentis

En partenariat avec l'ANLCI et le CEREQ, R&T a contribué à la **démarche d'évaluation** dans le cadre du projet d'expérimentation « maîtrise des savoirs de base comme facteur de sécurisation des parcours de formation d'apprentis » lancé par le Haut Commissaire à la Jeunesse.

Ce projet visait à rechercher et proposer des modalités innovantes de prévention des ruptures dans les contrats en alternance.

R&T a réalisé des analyses organisationnelles et pédagogiques et produit des monographies dans cinq centres de formation d'apprentis :

- CFAS de Carcassonne (Aude)
- CFAA de Nîmes - Rhodillan (Gard)
- CFA de la Faculté des Métiers de l'Essonne (Essonne)
- CFA de l'industrie de La Motte Servolex, (Savoie)
- CFA du Roannais Pierre Dufour à Mably (Loire)

1.2 - Réalisation d'une étude « Illettrisme et insertion sociale et professionnelle des jeunes : analyse du rôle des réseaux d'acteurs autour de la mise en place d'une expérimentation sociale »

Christine DEFIN-BAUDET, Master 2 Expertises de l'Action Publique territoriale à l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes (Stage réalisé à R&T du 15 février au 31 juillet 2010)

Quelques actions expérimentales innovantes sont mises en place pour apporter des réponses adaptées aux jeunes demandeurs d'emploi en situation d'illettrisme, dans un objectif d'articulation entre la formation et l'emploi. Ces actions veulent constituer un levier contre l'exclusion professionnelle et sociale.

L'étude suit l'hypothèse suivante : Ce n'est pas la qualité de l'innovation qui va ou non s'imposer comme une clé de réussite pour lutter contre l'illettrisme chez des jeunes, mais le processus sur lequel elle s'appuie et en particulier la consolidation et l'élargissement du réseau des structures porteuses.

A travers l'analyse de deux actions expérimentales réalisées par les Missions Locales, ont été examinés les conditions et les processus d'institutionnalisation des expérimentations ainsi que l'impact de la mise en place d'innovation sur le fonctionnement des réseaux d'acteurs.

PRÉVENTION & SÉCURITÉ

Ressources & Territoires est un centre de ressources pour l'ensemble des acteurs de la cohésion sociale de Midi-Pyrénées. Au sein de l'équipe, deux personnes interviennent spécifiquement sur la thématique « Prévention – Sécurité » : une chargée de mission et une statisticienne - cartographe. L'une de leurs missions consiste à animer la Mission d'Observation de la Délinquance de l'Agglomération Toulousaine. Dans ce cadre, sont réalisés **des outils d'observation et d'analyse**, transmis aux différents partenaires (tableaux de bord, cartes et rapports). L'équipe vient également en appui aux acteurs des territoires en termes **d'expertise, d'accompagnement et de conseil**.

À destination des acteurs de la Haute-Garonne, plusieurs actions sont ainsi menées à travers ces différents champs d'intervention :

1. Observation

L'équipe « Prévention et Sécurité » réalise des tableaux de bord et des outils cartographiques destinés à assurer une meilleure information des maires et des élus en termes de prévention de la délinquance. Ces outils d'observation permettent un suivi mensuel de la délinquance constatée sur les territoires concernés. Ils sont élaborés à partir des données recensées par les services de la Police nationale et de la Gendarmerie nationale et reposent principalement sur un exposé sélectif des données fournies par l'« état 4001⁴ ». Une analyse annuelle est également réalisée afin de pouvoir envisager le niveau moyen de délinquance, mais aussi son évolution. Un rapport annuel est produit en début d'année reprenant les données de l'année précédente.

Pour illustration, l'équipe a produit un rapport annuel pour l'ensemble des données de la délinquance constatée au cours de l'année 2009 au niveau du Grand Toulouse (25 communes dont Toulouse) et un rapport spécifique à la Ville de Toulouse, intégrant l'ensemble des quartiers toulousains. Ce travail s'est étalé de janvier à avril 2010.

Au cours de l'année 2010, des tableaux de bord et des outils cartographiques ont été produits et transmis (et le seront jusqu'à la fin de l'année) à près de **40 destinataires issus de la CUGT et de la Ville de Toulouse**.

⁴ Instrument des services de police et de gendarmerie qui rassemble les 107 index de la délinquance constatée.
Ressources & Territoires - Rapport d'Activité 2010

1.1 - Au niveau du Grand Toulouse

📊 Réalisation d'un tableau de bord mensuel pour le territoire du Grand Toulouse et pour chacune des 25 communes, soit 26 tableaux de bord. **24 indicateurs** sont retenus pour chaque tableau de bord :

- Nombre de faits constatés
- Taux de criminalité
- Coups et blessures volontaires criminels et correctionnels n'ayant pas entraîné la mort (7)
- Menaces ou chantages (11, 12)
- Vols à main armée avec arme à feu (15, 16, 17, 18, 19)
- Vols avec violence sans arme (23, 24, 25, 26)
- Cambriolages de résidences principales et secondaires (27, 28)
- Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers (29)
- Cambriolages autres lieux (30)
- Vols avec entrée par ruse en tous lieux (31)
- Vols à la tire (32)
- Vols à l'étalage (33)
- Vols d'automobiles (35)
- Vols de 2 roues (36)
- Vols à la roulotte et d'accessoires (37, 38)
- Vols simples (41, 42, 43)
- Infractions à la législation sur les stupéfiants constatées par les services (55, 56, 57, 58)
- Incendies volontaires de biens publics et privés (62, 63)
- Destructons et dégradations de biens publics et privés (66, 67)
- Destructons et dégradations de véhicules privés (68)
- Atteintes à l'autorité (72, 73)
- Sécurité routière : nombre d'accidents
- Sécurité routière : nombre de blessés

Chaque indicateur est décliné à partir de la grille suivante : nombre de faits constatés, nombre de faits constatés mois n-1, variation mensuelle, cumul. En 2010, auront été ainsi produits 312 tableaux de bord mensuels (26 x 12).

📊 Réalisation d'un tableau de bord annuel pour le territoire du Grand Toulouse et pour chacune des 25 communes, soit **26 tableaux de bord annuels**.

📊 Rédaction d'un rapport annuel 2009-2010 de la délinquance constatée sur le territoire du Grand Toulouse (traitement des données sur l'ensemble du territoire, typologie avec matrices de classement des communes, cartographie communale et intercommunale du volume de faits pour une série d'indicateurs avec leur évolution 2009-2010).

Au total, 338 tableaux de bord ont été réalisés en 2010 et synthétisés au sein d'un rapport annuel (diffusé en avril 2011)

1.2 - Au niveau de la ville de Toulouse

- ④ Réalisation d'un tableau de bord mensuel, soit 12 tableaux de bord en 2010.
- ④ Rédaction d'un bilan annuel intégrant les données spécifiques à chaque quartier, et une analyse pluriannuelle (début 2011).
- ④ Production de cartes (nombre de faits et variation) permettant d'évaluer l'évolution de la délinquance sur les 60 quartiers toulousains à partir de 7 indicateurs principaux :
 - Nombre de faits constatés,
 - Coups et blessures volontaires,
 - Vols avec violence sans arme,
 - Vols simples,
 - Vols d'automobiles,
 - Vols à la roulotte et d'accessoires,
 - Cambriolages de résidences principales et secondaires.
- ④ Élaboration de **matrices de classement mensuel** des quartiers, permettant de visualiser les 5 quartiers qui présentent le nombre de faits le plus important ; les 5 quartiers qui enregistrent la plus forte variation en volume ; les 5 quartiers qui présentent le nombre de faits le moins important ; les 5 quartiers qui enregistrent la plus forte baisse en volume.

Au total, 12 tableaux de bord, une synthèse, des cartes et des matrices de classement ont été réalisés en 2010

1.3 - Au niveau des quartiers en Contrat urbain de cohésion sociale (CUCS)

- ④ Réalisation d'un tableau de bord mensuel pour chacun des **8 quartiers en CUCS** (Bagatelle, Bellefontaine, Empalot, Faourette, Izards, Mirail-Université, Reynerie et Papus), soit **96 tableaux de bord en 2010**. Sont intégrées dans ces tableaux de bord les données « violences urbaines » constatées par la Police nationale, et les données produites par Tisséo (transports).
- ④ Réalisation d'un tableau de bord annuel pour chacun des 8 quartiers en CUCS.

Au total, 104 tableaux de bord ont été réalisés en 2010

1.4 - Au niveau de la Communauté d'agglomération du SICOVAL

- ⊗ Réalisation d'un tableau de bord mensuel pour les **6 communes en CLS périurbain** (Auzeville, Castanet-Tolosan, Lacroix-Falgarde, Escalquens, Labège, Ramonville Saint-Agne), soit **72 tableaux communaux**.
- ⊗ Production d'un tableau de bord annuel pour les **36 communes du SICOVAL**, soit **36 tableaux de bord**.
- ⊗ Élaboration du **rapport annuel 2009-2010 de la délinquance constatée sur le territoire du SICOVAL** (traitement des données sur l'ensemble du territoire, typologie avec matrices de classement des communes du SICOVAL, cartographie communale et intercommunale du volume de faits pour une série d'indicateurs avec leur évolution 2009-2010).

Au total, 108 tableaux de bord ont été réalisés en 2010, et synthétisés au sein d'un rapport annuel (diffusé en avril 2011)

1.5 - Au niveau de la Préfecture de la Haute-Garonne (Cabinet et Pôle Sécurité Intérieure)

- ⊗ Production d'un tableau de bord **mensuel** pour chacune des **14 villes de plus de 10 000 habitants** de la Haute-Garonne (Balma, Blagnac, Castanet-Tolosan, Colomiers, Cugnaux, Fonsorbes, Muret, Plaisance-du-Touch, Ramonville-Saint-Agne, Saint-Gaudens, Saint-Orens, Toulouse, Tournefeuille, L'Union), soit **168 tableaux de bord**.
- ⊗ Tableau de bord **annuel** pour chacune des 14 villes de Haute-Garonne de plus de 10 000 habitants, soit **14 tableaux de bord**.

Au total, 182 tableaux de bord ont été réalisés en 2010

Conclusion

Sur l'ensemble des partenariats existants en termes d'observation de la délinquance, en 2010, le Pôle Prévention et Sécurité a réalisé près de **800 tableaux de bord**, ainsi que des notes d'analyse annuelles agrémentées d'outils cartographiques et de matrices sérielles. Cette activité participe ainsi à la mise en œuvre d'une meilleure observation des territoires, tant de la part des acteurs étatiques que de la part des élus et techniciens des collectivités territoriales, destinataires de ces outils d'analyse.

En complément de ces outils d'observation transmis aux élus et techniciens de la Haute-Garonne, l'équipe vient également en appui et fait du conseil auprès de ces

mêmes partenaires, de manière ponctuelle (demandes spécifiques) ou de manière plus pérenne (action de diagnostic local de sécurité, accompagnement à l'installation d'un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, etc.).

Par rapport à 2009, cette action de conseil et d'appui est en nette progression et un constat est indéniable : les élus et techniciens des villes membres de la CUGT ou du SICOVAL, et plus largement de la Haute-Garonne, n'hésitent pas à contacter directement l'équipe et à la solliciter en termes de conseil, d'expertise et d'aide à la décision.

2. Conseil Aide à la décision

2.1 - Appui au niveau du Grand Toulouse

🌐 Services de la cohésion sociale du Grand Toulouse

Appui sur demande pour les élus ou les techniciens du Grand Toulouse (conseil, réalisation de notes, etc.).

🌐 Communes membres de l'EPCI (Établissement Public de Coopération Intercommunal)

Blagnac

- Production d'un bilan de la délinquance constatée (décembre 2009 - mai 2010) pour le Directeur Prévention des risques et Sécurité (*juin 2010*).
- Production d'un bilan de la délinquance constatée (décembre 2009 - novembre 2010) pour le Directeur Prévention des risques et Sécurité (*décembre 2010*).

Toulouse

- Participation au Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et aux cellules de veille territoriale Prévention-sécurité.
- Appui à la Démarche Kiev : projet de reconfiguration de l'Avenue de Kiev.
- Appui à une élue (Adjointe au maire de Toulouse, membre des commissions Urbanisme et projets urbains, Habitat et cohésion sociale) : transmission des coordonnées du Défenseur des enfants (*janvier 2010*).
- Appui à la Police municipale : réalisation de tableaux de bord et de cartes (2008-2009) propres à la sectorisation de la Ville pour alimenter une réflexion sur la mise en place d'une police de proximité et de secteur (*janvier et février 2010*).
- Appui à la conseillère du Maire et Président (CUGT) pour la préparation d'un discours du maire sur la question de la sécurité et production d'un tableau de bord pluriannuel de la délinquance constatée au sein de la Ville de Toulouse (2007-2009) (*29 avril 2010*).

- Appui à un Groupe d'élus sur la question de la vidéosurveillance et de son impact sur la délinquance en centre-ville (zones vidéosurveillées) : production d'un tableau de bord pluriannuel (2006-2009) proposant un zoom sur la délinquance de proximité et des outils cartographiques (*mai 2010*).
- Appui à l'Office de la Tranquillité : production d'un document synthétisant l'évolution de la délinquance constatée entre janvier et septembre 2010 et reprenant plusieurs indicateurs (*octobre 2010*). Réalisation d'une carte « Délinquance générale – cumul janvier à septembre 2009 / cumul janvier à septembre 2010 » (*octobre 2010*). Production d'un tableau de bord pluriannuel sur le quartier Arnaud Bernard (2008-2009) et transmission des rapports annuels 2008 et 2009 (*novembre 2010*).
- Appui à la Chargée de mission Prévention de la délinquance / Santé - Direction du Développement Social : transmission du taux de criminalité de la Ville de Toulouse en 2006 + certains quartiers en juillet 2010 (*octobre 2010*).
- Appui au GPV - PRU Bagatelle - à la technicienne chargée de projet « Aménagement urbain » : production de tableaux de bord annuels (2005 / 2007 / 2009 / cumul janvier à juillet 2009 / cumul janvier à juillet 2010) et de cartes thématiques pour le secteur Bagatelle et pour la Ville de Toulouse (*octobre 2010*).
- Appui au Directeur du Développement Social : transmission de tableaux de bord et cartes thématiques autour de la délinquance constatée en 2007 au niveau intercommunal, communal et infra communal (*novembre 2010*).

Tournefeuille

- Appui au coordonnateur du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) : participation au CLSPD plénier (*28 juin 2010*) et co-pilotage de la Commission « Observatoire » (*à partir de novembre 2010*).

2.2 - Appui au Cabinet du Préfet et au Pôle Sécurité Intérieure de la Préfecture de la Haute-Garonne

- ⊕ Appui général au Plan Départemental de Prévention de la Délinquance et participation au Conseil Départemental de Prévention.
- ⊕ Participation au groupe de travail « Démarche KIEV » et gestion de l'outil « Baromètre bailleurs ».
- ⊕ Réalisation du guide départemental sur la prévention des cambriolages à destination des élus de la Haute-Garonne :
 - Conception de la maquette (*janvier-mai 2010*) ;
 - Mission infographiste (*mai-juin 2010*)
 - Diffusion du Guide à 2000 ex. (*juin 2010*).
- ⊕ Appui à la réalisation d'une enquête pilotée par les délégués à la cohésion Police - population : « Quelle police pour votre quartier ? » :
 - Appui méthodologique à la passation (*1^{er} trimestre 2010*) ;
 - Saisie, traitement et analyse de 200 questionnaires (*avril-mai 2010*) ;

Rédaction du rapport de synthèse final et restitution (*juin 2010*) ;
Restitutions (*octobre 2010 à février 2011*).

- ④ Appui au Pôle Sécurité intérieure :
 - Production d'un tableau de bord sur la délinquance constatée à Blagnac et Tournefeuille de 2005 à 2009 (*juin 2010*) ;
 - Production d'un document d'analyse sur la délinquance constatée au sein des quartiers prioritaires toulousains dans le cadre de la venue de la Mission interministérielle d'évaluation de la prévention de la délinquance (quartiers du Mirail) (*novembre 2010*).

- ④ Appui aux communes hors Communauté urbaine du Grand Toulouse et hors Communauté d'agglomération du SICOVAL (sur demande) :
Appui à la commune de Saint-Jean : production d'un tableau de bord annuel de la délinquance constatée (2009) en vue d'alimenter un diagnostic local réalisé par les techniciens du secteur Éducation-Culture et Prévention-Jeunesse (*mai 2010*).

2.3 - Conseil auprès de la Communauté d'agglomération du SICOVAL

- ④ Participation au CISPD (Conseil intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance) dans sa forme plénière ou restreinte.

- ④ Séance de restitution-débat auprès des élus du rapport annuel de la délinquance constatée (année 2009) sur le territoire du SICOVAL (*17 juin 2010*).

- ④ Appui spécifique sur demande du service des Politiques partenariales et Prévention :
 - Réunion de travail plan d'actions 2010 (*10 mai 2010*) ;
 - Réalisation d'un tableau de bord 2006-2009 sur les cambriolages de locaux industriels, financiers ou commerciaux pour une réunion sur les cambriolages avec les commerçants (*juin 2010*) ;
 - Recherches de bonnes pratiques et de supports pour le montage d'une action de sensibilisation aux violences conjugales (*août 2010*) ;
 - Appui autour de la vidéoprotection et de la prévention communautaire (documents ressources, personnes ressources) (*octobre 2010*).

2.4 - Conseil auprès de collectivités de la région Midi-Pyrénées

- ④ Appui à la Ville de Figeac (46) pour la structuration de son projet préventif local :
 - Restitution du diagnostic local de sécurité (mené en 2009) en Assemblée plénière du CLSPD le *25 février 2010* ;
 - Réunion de travail « post DLS » le *19 octobre 2010* ;
 - Signature d'une nouvelle convention pour un appui auprès de la Ville pour la rédaction de leur stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance (STSPD, ex. CLS) (*décembre 2010-2011*).

- ④ Appui à la Communauté de communes de Decazeville-Aubin (12) pour la structuration de leurs politiques préventives et de sécurité locales :
 - Rencontre avec les élus et présentation de Ressources & Territoires et de l'activité de conseil en matière de prévention le *19 novembre 2010*. Discussions autour d'un projet de diagnostic intercommunal de prévention et de sécurité (accompagnement en 2011).

2.5 - Contributions diverses

- Orientation et traitement de la demande d'un journaliste (Le Monde) ayant en charge la rédaction d'une partie consacrée à la sécurité au sein d'un « Guide pour les nouveaux toulousains », dédié à l'accueil des nouveaux habitants au sein de l'agglomération toulousaine. Transmission de données statistiques en matière de délinquance constatée sur l'agglomération toulousaine (*avril 2010*).
- Appui au responsable du service Sécurité et réglementation de la ville de Castres sur les notions de secret partagé et secret professionnel (*avril 2010*).
- Appui au coordonnateur CISPD de la Ville de Limoges (*juin et septembre 2010*).
- Appui à l'Adjoint au Chef d'État Major de la Direction Départementale de Sécurité Publique de la Haute-Garonne (DDSP 31) et Référent Sûreté : transmission de données concernant la population des quartiers toulousains (*juin 2010*).
- Appui au Service Départemental de l'Information Générale de la Haute-Garonne (SDIG 31) : transmission de données de la délinquance constatée concernant les quartiers prioritaires de Toulouse (état des lieux, problématique des violences urbaines) et de contacts locaux (*août 2010*).
- Transmission de contacts pour le Forum Français pour la Sécurité Urbaine sur la question du secret partagé et de la veille territoriale (*août 2010*).
- Transmission d'informations (réponse à un questionnaire) à l'INHESJ autour du recours aux technologies de l'information et de la communication (TIC) en matière d'observation de la délinquance et de coordination locale des politiques de prévention (apports, limites) (*septembre 2010*).
- Communication de productions (tableaux de bord, rapports, diagnostics, outils d'observation) à la Mission interministérielle d'évaluation de la politique de prévention de la délinquance installée par le Premier ministre – IGA – Ministère de l'Intérieur (*octobre 2010*).
- Appui au Commandant en second la compagnie de gendarmerie de Saint-Gaudens pour l'animation d'une journée de formation d'élus sur le thème "Le maire, Officier de Police Judiciaire" (*octobre 2010*).
- Appui au lieutenant de la Brigade territoriale de Saint-Orens pour la réalisation d'une intervention auprès d'élus sur les compétences attribuées au maire depuis la loi de mars 2007 (*novembre 2010*).
- Transmission d'un outil cartographique au Procureur de la République – TGI Toulouse (*décembre 2010*).

3. Étude diagnostic Évaluation

A la demande de ses partenaires, l'équipe de R&T réalise des diagnostics territoriaux (territoire ciblé) ou thématiques (problématique particulière).

3.1 - Réalisation du diagnostic local de sécurité - Ville de Fonsorbes

- Restitutions du Diagnostic Local de Sécurité :
 - Restitution en Conseil municipal, 28 avril 2010
 - Restitution en CLSPD plénier, 6 mai 2010
- Appui au coordonnateur CLSPD

3.2 - Réalisation du diagnostic local de sécurité - Ville de Colomiers

- Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un diagnostic local de sécurité et la mise en place du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (*mars 2010 – février 2011*).

3.3 - Réalisation du diagnostic local de sécurité - Ville de St-Orens

- Appui aux services de cohésion sociale de la commune : accompagnement pour la réalisation d'un diagnostic local partagé et la création d'un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) (*à partir de septembre 2010*).

Pour conclure...

L'équipe Prévention et Sécurité de Ressources & Territoires a connu en 2010 un accroissement important de ses activités d'expertise, d'observation, d'appui, d'information et de conseil se traduisant par :

- une hausse des requêtes de la part de ses partenaires,
- un surcroît des demandes émanant des acteurs préventifs et professionnels de la prévention de la délinquance et de la sécurité, tant au niveau régional qu'au niveau national.

Cette augmentation des sollicitations traduit notamment une volonté accrue des acteurs de la région Midi-Pyrénées de davantage structurer leurs politiques locales de prévention et de sécurité en s'appuyant sur des personnes ressources, des outils méthodologiques et des instruments d'analyse appropriés.

L'ÉQUIPE

Luc VILAIN, Président

Jean-François BAULES, Directeur Ordonnateur

Pascal FAURE, Directeur Adjoint

Danielle COHEN, Agent comptable

Jenny COLLIN, Chargée de l'information et de la documentation

- Gestion documentaire
- Veilles thématique et territoriale
- Coordinatrice du Service Questions-Réponses (SQR)

Anne DUBAELE-LE GAC, Chargée de formation

- Conception et mise en œuvre de programmes et d'actions de formation
- Conseil en ingénierie de formation et pédagogique
- Formation de formateurs

Christine DEFFIN BAUDET, Chargée de Mission Territoriale

- Conseil et accompagnement méthodologique
- Réalisation d'études

Françoise DELRIEU, Chargée de mission territoriale

- Conseil et accompagnement méthodologique
- Conception et conduite de projets
- Réalisation d'études

Sonia GOUX, Technicienne SIG (Système d'information géographique)

- Recueil et traitement de données statistiques
- Production de tableaux de bord (délinquance constatée)
- Création d'outils cartographiques

Cécile LAFONTAN, Chargée de mission

- En charge de la Mission d'Observation de la Délinquance de l'Agglomération Toulousaine (MODAT)
- Appui et aide à la décision aux acteurs
- Conduite d'études et réalisation de diagnostics thématiques ou territoriaux

Monique NÉGRONI, Assistante administrative

- Secrétariat de direction et des pôles d'activité
- Appui logistique et évènementiel
- Gestion des bases de données

Nicole ROUJA, Chargée de mission territoriale

- Conseil en ingénierie de projet
- Accompagnement de projets territoriaux
- Formation de formateurs

Evelyne THEODORE, Comptable

- Traitement administratif et comptable
- Suivi du budget et de la trésorerie
- Gestion des dossiers européens